

Post: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	E.I.	Seite-Nr.
<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash	

Absender

Presse und Info.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Wochentelex 23/87 v e r t r a u l i c h
Réorganisation au Département

Le Conseil fédéral a accepté le mercredi 27 mai nos propositions de réorganisation du Secrétariat général du Département. Il s'agit, en substance, de recréer l'ancienne Direction administrative, qui regroupera l'ensemble des services de l'actuel Secrétariat général. Pour des raisons juridiques, et parce que la Direction administrative a avant tout pour fonction d'assurer l'organisation et la gestion du service extérieur, il a été décidé qu'elle portera le nom de "Direction administrative et du Service extérieur".

Cette réorganisation ne modifie en rien le statut de nos ambassades et de nos consulats, ni leurs relations avec la Centrale.

Cette réorganisation nous permettra de disposer d'un Secrétariat général au sens de la loi, qui assumera uniquement des tâches d'état-major qui étaient, jusqu'ici pour l'essentiel, assurées par le Secrétaire du Chef du département et par M. Rudolf Schaller.

Le Chef du département et tous les Directeurs étaient en faveur de cette solution, par opposition à celle d'un secrétariat général qui aurait cumulé des fonctions et des tâches diverses et inconciliables (personnel et état-major). Une telle solution n'au-



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I. Absender Seite-Nr.

Ja Nein Norm. Dring. Flash

2

Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode Empfängercode

rait fait que perpétuer le statu quo.

Le Service d'information et presse sera rattaché au nouveau Secrétariat général mais conservera une antenne à la Direction politique. Pour le reste, les compétences de toutes les directions resteront inchangées.

L'Ambassadeur Wermuth sera prochainement transféré à l'étranger et un de nos Ambassadeurs sera nommé à la tête de la Direction administrative et du service extérieur. Le poste de Secrétaire général sera mis au concours et pourrait, selon la qualité des candidats, revenir le cas échéant à une personne extérieure au Département.

Vous trouverez des informations plus détaillées dans une documentation séparée du Service de presse.

Nous sommes convaincus que cette réorganisation améliorera le fonctionnement du Département, aussi bien en ce qui concerne la gestion du personnel qu'en ce qui concerne la coordination du personnel et la préparation des affaires du Conseil fédéral et du Parlement.

Datum: _____

Vision:

Tel. intern: _____

AG: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

V i s i t e à B e r n e d u M A E h o n g r o i s
P é t e r V à r k o n y i

Répondant à l'invitation du Président de la Confédération qui s'était rendu en Hongrie en septembre 1985, M. P. Várkonyi a eu des entretiens officiels à Berne le 25 mai dernier.

Relations bilatérales

Les deux ministres se sont félicités du développement progressif et satisfaisant des relations bilatérales dans la plupart des domaines, y compris celui militaire et des contacts interparlementaires. (Prochaines visites en vue : une délégation de l'Assemblée Fédérale présidée par M. J.-J. Cevey, ainsi que la visite du chef de l'Etat Major Luethy en juillet 1987). Dans le domaine économique et commercial, la Hongrie, qui vient d'accuser une baisse très sensible de ses exportations vers la Suisse et vers les pays occidentaux en général, souhaiterait développer et intensifier davantage encore la coopération existante entre les entreprises des deux pays. Budapest serait également intéressé à la conclusion d'un accord de protection des investissements, tel qu'il en existe déjà un avec la Suède. Nous n'avons, en ce qui nous concerne, pas l'intention d'accorder à la Hongrie des préférences douanières, d'habitude réservées à des pays en voie de développement. Les deux ministres ont en outre salué la récente

Datum:

Visum:

Tel. intern:

Fax:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

E.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Ja

Nein

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

signature d'un procès-verbal commun sur les relations culturelles, ainsi que le bon fonctionnement de nos échanges scientifiques et techniques. Il en va de même de la coopération existante dans le domaine de l'environnement (initiative commune à La Suisse, la Hongrie et l'Autriche en matière de transports transfrontaliers de déchets dangereux, présentée à Vienne dans le cadre de la CSCE). De notre côté, nous avons pris note une fois de plus du voeu hongrois d'établir un accord de protection consulaire et d'alléger la pratique d'octroi des visas. Nous nous sommes enfin félicités de l'absence de cas humanitaires à résoudre entre les deux pays.

Désarmement

Malgré une situation objectivement de plus en plus dangereuse sur le terrain, la partie hongroise est d'avis que les négociations en cours entre les Etats-Unis et l'URSS sur l'élimination des fusées à moyenne portée sont actuellement très proches de déboucher sur la signature d'un accord commun. Cette évolution favorable dans le climat des négociations déroulerait avant tout, selon Budapest, du récent changement d'attitude de l'URSS à l'égard de la conception même de sécurité internationale (voir dernières propositions conciliantes avancées par Moscou dans le cadre des négociations de Genève). Un tel accord ne suffirait toutefois pas à amener à lui seul la paix sur notre continent et devrait être accompagné de réductions successives de tous les autres types d'armes (nucléaires conventionnelles et chimiques) en dotation dans les différentes

Datum:

Visum:

Redaktion:

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert <input type="checkbox"/> Ja <input checked="" type="checkbox"/> Nein	Priorität <input type="checkbox"/> Norm. <input type="checkbox"/> Dring. <input type="checkbox"/> Flash	Faktura <input type="checkbox"/>	Text erg. <input type="checkbox"/>	E.I. <input type="checkbox"/>	Absender	Seite-Nr. 6
Empfängercode <input type="checkbox"/>	Empfängercode <input type="checkbox"/>	Empfängercode <input type="checkbox"/>	Empfängercode <input type="checkbox"/>	Empfängercode <input type="checkbox"/>	Empfängercode <input type="checkbox"/>	Empfängercode <input type="checkbox"/>

les parties intéressées. Quant à ses relations avec Israël, Budapest s'efforce discrètement de trouver avec Tel Aviv une nouvelle solution, qui tienne mieux compte des nécessités de protection et de promotion de ses intérêts, aussi bien dans le domaine consulaire que dans ceux économique et humanitaire. Quant à l'Afghanistan, M. Várkonyi croit pouvoir détecter certains progrès, aussi bien au niveau intérieur (mouvement de réconciliation nationale) qu'à celui des négociations indirectes (pourparlers pakistano-afghans de Genève) et même dans l'évolution de l'attitude des deux superpuissances (rapprochement des points de vue US et soviétique), le but commun étant, selon Budapest, celui de parvenir à l'établissement d'un Afghanistan neutre et non aligné, souverain, et qui vive en paix avec tous ses voisins.

Quant à l'UNESCO, Budapest la considère comme une organisation indispensable dans la famille des institutions des NU et pour laquelle tout devrait être entrepris pour en empêcher la dégradation.

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I. Absender Seite-Nr.
 Ja Nein Norm. Dring. Flash 7

Empfängercode						
<input type="checkbox"/>						

Le Président de la Confédération a reçu, le 25 mai à Berne, M.T. Fernando (TF), Vice-ministre des AE du Sri Lanka. Envoyé spécial du Président Jayawardene, TF a exposé la position du gouvernement de Colombo dans sa lutte contre le terrorisme, réitérant que seule une solution politique pouvait mettre fin au conflit ethnique.

Toutefois TF a précisé que l'élimination du terrorisme, y compris par des moyens militaires, était un préalable indispensable dans le court terme. TF a assuré que tout serait mis en oeuvre afin d'éviter de faire des victimes parmi la population civile. De son côté, après avoir fait montre de sa préoccupation devant la montée de la violence, CFA a plaidé en faveur du CICR afin qu'il puisse faire bénéficier les populations civiles du Sri Lanka de ses bons offices humanitaires. Par ailleurs, CFA a rappelé les paramètres de la politique du Conseil fédéral en matière d'asile, indiquant que le DFJP, compétent dans ce domaine, estimait qu'un certain nombre de demandeurs d'asile tamouls étaient renvoyables, sous certaines conditions, et dès que les circonstances le permettraient.

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert Priorität Faktura Text erg. F.I.Absender Sende-Nr.

8

Ja Nein Norm. Dring. Flash

Empfängercode <input type="checkbox"/>					
--	--	--	--	--	--

Treffen der Staatssekretaere der vier Neutralen SF, A, S und CH am 26. Mai 1987 in Bern

Das traditionelle Treffen der Staatssekretaere der vier Neutralen hat dieses Jahr auf Einladung der Schweiz am 26. Mai in Bern stattgefunden. Der Gedankenaustausch befasste sich mit folgenden Themen: Internationale Beziehungen, KSZE im allgemeinen und konventionelle Abruestung im speziellen, friedenserhaltende Missionen (insbesondere UNFICYP).

1. Internationale Beziehungen

a) Europaeische Integration. Alle Gespraechsteilnehmer zeigen sich sehr befriedigt ueber die Resultate der juengsten EFTA-Minister-Konferenz. Wenn auch jeder der vier Neutralen spezifische Gruende fuer einen Nicht-Beitritt zur EG geltend macht, haben sie doch alle folgende Gemeinsamkeiten: Wirtschaftliche Staerke, demokratische Verankerung und politische Stabilitaet. Ihre Marginalisierung liegt folglich nicht im Interesse der EG und Europas. Dieses Argument sollte nach Meinung der Schweiz im Gespraech mit EG-Vertretern vermehrt hervorgehoben werden.

b) INF. Alle Gespraechsteilnehmer beurteilen die Wahrscheinlichkeit eines noch dieses Jahr abzuschliessenden INF-Abkommens als gross. Der Einfluss der westeuropaeischen Allianzpartner duerfte nach Einschaetzung der Schweiz solange gering bleiben, bis vermehrte eigene Verteidigungsanstrengungen sie zu starken "junior partners" der USA machen. Die Schweiz fragt sich, ob bei der Verifikation, insbesondere von Produktionsstaetten inkl. Zulieferern, nicht schliess-

Datum

Tel. intern

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Faktura	<input type="checkbox"/>	Text erg.	<input type="checkbox"/>	E.I.	Absender	Seite-Nr.
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash						9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

Lich auf Neutrale zurueckgegriffen wird.

2. KSZE

a) Konventionelle Abruestung. Die Schweiz draengt darauf, dass aufgrund der im N+N-Communiqué von Limassol zum Ausdruck gekommenen Uebereinstimmung im Prinzipiellen in Wien so rasch als moeglich detailliertere Vorstellungen zur Verhandlungsstruktur und dem "link" zwischen dem 23-er-Abruestungs-Forum und der KSZE zu Papier gebracht werden. Die 23 fahren fort, sich zu Mandatsgespraechen zu treffen. Wenn wir ihnen unsere Vorstellungen nicht naechstens darlegen, riskieren wir, dass unsere Forderungen unberuecksichtigt bleiben und das zukuenftige Abruestungsforum von der KSZE voellig losgeloest ein Eigenleben fuehren wird. Zur Wahrung unserer Sicherheitsinteressen muss jedoch ein institutionalisierter "link" (Information und gegebenenfalls Konsultation) zwischen dem am Rande der KSZE angesiedelten Abruestungsforum der 23 und der KSZE hergestellt werden. Die vier Staatssekretaere kommen schliesslich ueberein, die detaillierte Ausarbeitung der N+N Forderungen im Rahmen der Delegationen in Wien so rasch wie moeglich an die Hand nehmen zu lassen.

b) KSZE allgemein. Alle Gespraechsteilnehmer teilen den Eindruck, dass das Wiener Folgetreffen schwerlich bis zum 31. Juli abgeschlossen werden kann. Die Schweiz vermutet, dass es sich bis in den Herbst hineinziehen wird und dass die Aussichten auf ein Gipfeltreffen sich positiv auf einen erfolgreichen Abschluss der KSZE-Runde auswirken koennte. Im uebrigen teilt die Schweiz (insbesondere an die Adresse Oesterreichs und Schwedens) mit, dass sie

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	R.I.	Absender	Seite-Nr.
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>					

keineswegs "demandeur" bezueglich die Beherbergung von KSZE-Folgeveranstaltungen ist.

3. UNFICYP. Das Verbleiben des schwedischen Kontingents ist noch nicht entschieden. Oesterreich neigt dazu, seine Truppen in Zypern zu belassen. Allseitig herrscht der Eindruck vor, die Loesung des Zypernproblems sei voellig blockiert. Man ist im "peace keeping" haengen geblieben und weit vom "peace making" entfernt.

Amt: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

11

 Ja Nein Norm. Dring. Flash

Empfängercode

Empfängername

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängername

wahlen in institutionen oder organe der vereinten nationen

1. der wirtschafts- und sozialrat der vereinten nationen (ecosoc) hat anlaesslich seiner fruehjahrstagung in new york am 27.5.87 wahlen in den verwaltungsrat des kinderhilfswerks der uno (unicef) vorgenommen. innerhalb der westlichen gruppe galt es, drei sitze zu belegen, wofuer es vier kandidaten gab, die folgende stimmen erzielten: australien 43, belgien 41, schweiz 39, schweden 36. zur allgemeinen ueberraschung schied damit schweden als einer der wichtigsten beitraggeber der unicef aus, was sicherlich noch konsequenzen nach sich ziehen wird. vermutlich hatte schweden seine wahl als fait acquis betrachtet und daher die notwendigen anstrengungen unterlassen. die erfreuliche wiederwahl der schweiz erklaert sich zweifellos aus den qualitativ und quantitativ beachtlichen leistungen unseres landes innerhalb der unicef sowie aus der intensiven diplomatischen kampagne, die sich auf bilateraler ebene in bern und in ausgewählten hauptstaedten sowie im multilateralen bereich vor allem in new york abgespielt hatte. das wahlergebnis zeigt, dass jede einzelne stimme zählte. allen betroffenen vertretungen sei fuer ihre bemühungen unser bester dank ausgesprochen. instruktionen bezüglich danksagungen an die ecosoc-mitglieder folgen.

Datum:

Vierung:

Tel. intern

2

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

E.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Ja

Nicht

Norm.

Dring.

Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

2. ferner hat der ecosoc in einer stillen wahl die schweiz zusammen mit den niederlanden, italien, kanada, daenemark, frankreich, der brd sowie den usa in die betaeubungsmittel-kommission der vereinten nationen gewaehlt. nach einer rund zehjaehrigen abwesenheit und nach dem scheitern unseres wahl-versuches im fruehling 1985 kehrt die schweiz damit per 1.1. 88 in dieses gremium zurueck.
3. hingegen musste die schweizerische kandidatur fuer den verwaltungsrat der meteorologischen weltorganisation, deren 10. kongress am 29.5.87 in genf zu ende ging, zurueckgezogen werden, da sich in einer klassischen konstellation die eg und die nordischen staaten fuer einen anderen kandidaten ausgesprochen hatten, womit unsere anwartschaft ihre chancen verlor. den botschaften, die sich bilateral fuer diese kandidatur eingesetzt hatten, sei hiermit ebenfalls gedankt.

BRUNNER.

NNNN

T E I L II

Le DFJP a publié le communiqué de presse suivant
le 29 mai 1987 à propos de l'affaire Fratoni:

Demande d'extradition des autorités françaises contre Jean Dominique
FRATONI

La Suisse n'a pas donné suite à la demande d'extradition présentée par les autorités françaises contre Jean Dominique Fratoni.

Jean Dominique Fratoni, citoyen français, a été arrêté le 20 mai 1987, à Lugano, en compagnie de deux autres ressortissants étrangers, pour avoir contrevenu à la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers.

Par une note, datée du 27 mai 1987, l'Ambassade de France, à Berne, a réclamé le placement de Fratoni en détention provisoire aux fins d'extradition. La requête se fonde sur un mandat d'arrêt délivré, le 23 mai 1987, par le procureur général de Nice. Fratoni est accusé d'infractions à la législation française en matière d'impôts et de devises.

En vertu de l'article 13 de la Convention européenne d'extradition et de l'article 3, 3e alinéa, de la loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale, la Suisse peut refuser d'accorder l'extradition pour des infractions relevant de la législation sur les impôts ou les devises. Ce genre de motif ne permet pas non plus d'ordonner la détention provisoire aux fins d'extradition.

Fratoni, qui a été libéré ce matin par les autorités tessinoises, a entretemps quitté la Suisse, par avion, à destination de la République Dominicaine.

Une réponse en ce sens sera donnée à la note de l'Ambassade de France.

BRUNNER.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 2. Juni 1987

Informations- und Pressedienst

6.A.22.14.7.3. - HK/IA

Interne Verteilerliste

Betrifft: Mochentelex 23/87 vertraulich

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard	JL
	Herr Erard	ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz	MA
	Herr Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Herr Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Herr Faivet	FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca	PIA
	Herr Wyss	WS
	Herr Faessler	FCH
	Herr de Dardel	DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg	RUE
	Herr Blickenstorfer	BLI
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Fettscherin	FN
Fremde Interessen	Herr Ghisler	GH
	Herr Flückiger	FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim	MF
	Minister Staehelin	SIN
	Minister Streuli	STJ
Sektion Vereinte Nationen und		
internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für internationale Umweltangelegenheiten	Herr Imm	IE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft	KT
	Minister Stettler	STR
	Minister Godet	GT
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth	WER
	Herr Botschafter Freymond	FRE
	Herr Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr P. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève

30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

Sa 2 Juni 87 15

V E R S A N D L I S T E

Betrifft: Wochentelex 23/87 vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Harare	Panama
Algier	Havanna	Panmunjom
Amman	Helsinki	Paris
Ankara	Islamabad	Paris / OECD
Asuncion	Jakarta	Paris / UNESCO
Athen	Kairo	Prag
Bagdad	Khartoum	Pretoria
Bangkok		Quito
Beijing	Kinshasa	Rabat
Beirut	Kopenhagen	Riad
Belgrad	Kuala Lumpur	Rom
Berlin DDR	Kuwait	San José
Bogota	Lagos	Santiago de Chile
Bonn	La Paz	Singapur
Brasilia	Lima	Sofia
Brüssel	Lissabon	Stockholm
Brüssel / Mission	London	Strassburg / Europarat
Budapest	Luanda	Söul
Buenos Aires	Luxembourg	Tananarive
Bukarest	Madrid	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Manila	Tel-Aviv
Caracas	Maputo	Tokio
Colombo	Mexico	Tripolis
Conakry	Monrovia	Tunis
Dakar	Montevideo	Warschau
Damaskus	Moskau	Washington
Dar es Salaam	Nairobi	Wellington
Den Haag	New Delhi	Wien
Dhaka		Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong
Mailand
München
New York
Frankfurt

Genf / IO

95 Vertretungen
+ 5 Generalkonsulate
—
100 total
=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse und Informationsdienst

Bern, den 2. Juni 1987

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

T E L E G R A M M

(CH)

Hochentelex 23/87

- a) an die diplomatischen Vertretungen in:
- | | | |
|--------------------------------------|---------------------|------------------------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Islamabad | - Riad |
| - Algier | - Guatemala | - Rome |
| - Amman | - Jakarta | - Santiago |
| - Ankara | - Kairo | - Seoul, |
| - Athènes | - Kinshasa | Sofia - Stockholm |
| - Bagdad | - Lagos | - Teheran |
| - Bankok | - Lima | - Tel Aviv |
| - Beirut | - Lissabon | - Tokio |
| - Bonn | - London | - Warschau |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Washington |
| - Brüssel
(Botschaft und Mission) | - Madrid | - Wien |
| - Budapest | - Mexiko | |
| - Buenos Aires | - Moskau | |
| - Bukarest | - Nairobi | |
| - Canberra | - New Delhi | |
| - Caracas | - New York/Obser. | |
| - Colombo | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| - Den Haag | - Paris (auch OECD) | |
| - Dublin | - Peking | |
| - Havanna | - Prag | |
| | - Pretoria | |
- b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom
- c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information
- d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD